

« Dissoudre l'Assemblée, c'est jouer à la roulette russe avec un barillet complet »

PERPICNAN

C'est ainsi que Frédéric Monteil, le candidat perpignanaise sur la liste de Raphaël Glucksmann, qualifie la décision surprise d'Emmanuel Macron. Louis Aliot, maire de Perpignan et vice-président du RN vainqueur de ce scrutin européen, lui, se frotte les mains : « Je me lancerai dans cette bataille législative à fond ».

« Il n'y a aucune raison de présenter d'autres candidats que nos quatre députées à ces élections législatives », Louis Aliot est clair ce dimanche 9 juin au soir. Les députées sortantes des Pyrénées-Orientales, Anaïs Sabatini, Sophie Blanc, Michèle Martinez et Sandrine Such-Dogor seront renvoyées

par le Rassemblement national dans la bataille pour les élections législatives surprises du 30 juin prochain. Emmanuel Macron, Président de la République, a choisi de dissoudre l'Assemblée nationale suite au score obtenu par le RN au scrutin européen ce 9 juin. « Cette dissolution est un sacré bouleversement, ça change la donne, réagit Louis Aliot. C'est ce que l'on demandait. Emmanuel Macron ne peut pas gouverner sans la confiance du peuple. Ce scrutin sera le plus important depuis 1981. Le délai est très court. L'élection sera dans trois semaines. Il faut donc que le bulletin de vote soit prêt la semaine prochaine. Nous renverrons nos quatre députées et je me lancerai dans cette bataille législative à fond ».

Du côté de PS-Place publique, le choc est total ce dimanche soir. Le Perpignanaise Frédéric Monteil, présent sur la liste de Raphaël Glucksmann en position non-éligible tranche : « Choisir de dissoudre l'Assemblée nationale,



Frédéric Monteil et Louis Aliot ce dimanche à Perpignan.

c'est jouer à la roulette russe avec un barillet complet. Le délai est extrêmement court mais nous allons poursuivre sur notre dynamique des Européennes. Nous sommes l'alternative à l'extrême droite et nous arrivons en seconde position dans les P.-O. ». Mais pas à Perpignan.



C.B.

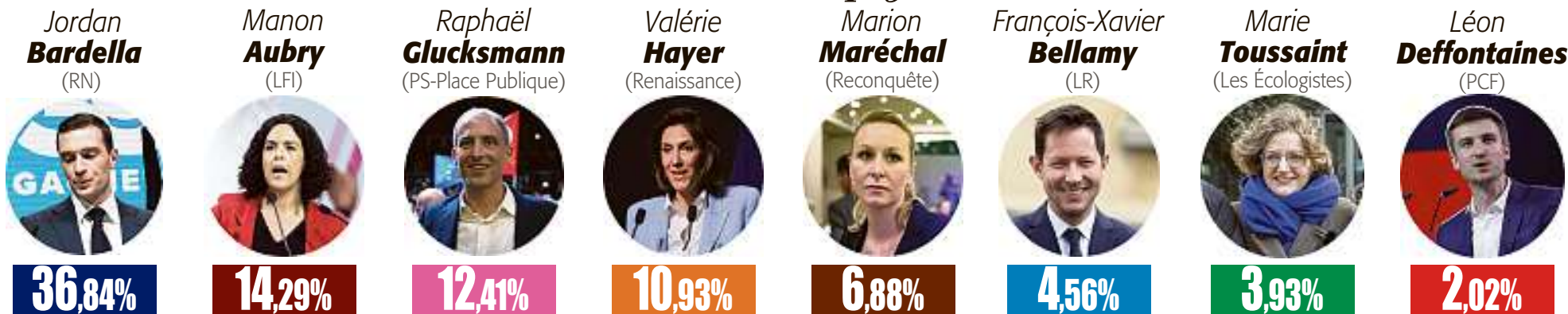
Le RN gagne 6 points par rapport à 2019, LFI deuxième, le PS-Place Publique sur le podium

Dans le vaisseau-amiral du département, ce dimanche soir, le RN arrive en tête. Jordan Bardella obtient 36,84 % des voix. C'est six points de plus qu'en 2019. Mais contrairement à

de nombreuses grandes villes des P.-O. où il dépasse largement les 50 %, chez Louis Aliot, il ne franchit pas la barre des 40 %. La candidate Insoumise Manon Aubry arrive en seconde position avec 14,29 %. Elle obtient ses plus gros scores dans les quartiers populaires. Elle décroche ainsi 42,69 % à Clodion. Le PS-Place Publique de Glucksmann, arrive en troisième position avec 12,41 %. « On double quand même notre score par rapport à 2019 où LFI était déjà devant nous. Ça doit nous inviter à travailler ensemble pour les échéances à venir », répond Frédéric Monteil avec les municipales de 2026 dans le viseur. Pour la majorité présidentielle, Valérie Hayer tombe à 10,93 % à Perpignan. C'est peu mais le parti n'a plus de représentant local fort. Reconquête passe devant les LR avec 6,88 % des voix. Les Républicains n'en finissent plus de dégringoler. À Perpignan, ils n'ont même pas atteint les 5 %.

Diane Sabouraud

ÉLECTIONS EUROPÉENNES Les résultats à Perpignan



Thouy (LDIV) : **1,98%**
Asselineau (LDIV) : **1,31%**
Lassalle (LDVD) : **1,15%**
Philippot (LEXD) : **1,09%**
Governatori (LECO) : **0,85%**

Wehring (LECO) : **0,37%**
Lacroix (LDVG) : **0,36%**
Arthaud (LEXG) : **0,36%**
Cholley (LECO) : **0,20%**
Labib (LEXG) : **0,18%**

R.-Kuzmano. (LDIV) : **0,08%**
Bonneau (LEXD) : **0,05%**
Alexandre (LDIV) : **0,04%**
Zorn (LDIV) : **0,04%**
Patras D'illiers (LDIV) : **0,04%**

Lalanne (LDIV) : **0,01%**
Grudé (LDIV) : **0,01%**
Adoue (LEXG) : **0,01%**
Coste-Meunier (LDIV) : **0,01%**
Hoareau (LEXG) : **0%**

Azerqui (LDIV) : **0%**
Ponge (LDIV) : **0%**
Deher-Lesaint (LDIV) : **0%**
Elmayan (LDIV) : **0%**
Terrien (LEXG) : **0%**

Traoré (LDIV) : **0%**
Fortané (LDIV) : **0%**
Simonin (LEXG) : **0%**
Husson (LDIV) : **0%**
Laroutourou (LDVG) : **0%**

infographie L'Indépendant

« À deux ans des municipales, ces législatives vont obliger les élus à se positionner plus tôt vis-à-vis du RN »

EXPERTISE

Le Cérétan Olivier Rouquan, politologue et enseignant-chercheur en sciences politiques, décrypte la décision du Président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale. Il analyse aussi les résultats de ces européennes dans les P.-O. et dessine les hypothèses à hauts risques pour les Législatives.

Êtes-vous surpris par cette dissolution ?

Oui, tout le monde est surpris par cette décision mais elle peut se comprendre parce qu'il y a une logique institutionnelle. Il y a une participation supérieure à ce qui était attendu, beaucoup d'électeurs se sont exprimés en donnant le premier vote au Rassemblement national dans des proportions inégalées jusqu'à présent. Le chef de l'État est confronté à un fait politique inédit. Par ailleurs il

fait face depuis sa réélection à une usure accélérée du fait d'une majorité fragile, voire d'une absence de majorité, et du fait de politiques votées sans arrêt avec des difficultés (réforme des retraites, loi immigration...). Tenant compte de toute cette succession d'affaiblissements, il a changé de Premier ministre c'était le premier degré de la réponse, le second outil c'est la dissolution. Il faut, conformément à la Constitution, arbitrer pour que les institutions fonctionnent bien. C'est le rôle du chef de l'État et là, il arbitre en demandant aux électeurs de se positionner.

Est-ce risqué ?

C'est très risqué politiquement mais il y a un choix de dramatiser parce que les 32 % du RN créent un certain émoi, une sidération pour une partie de l'électorat. Il a parlé de clarification des choix. Il met finalement les Français devant leur responsabilité politique, face à l'Histoire. Est-ce qu'ils veulent que ce parti, et éventuellement quelques alliés, gouvernent le pays ? C'est un choix lourd qu'il demande aux Français.

« On peut penser que les

abstentionnistes vont se déplacer davantage aux Législatives »

Quelle peut en être l'issue ?

Je me garderai bien de faire un pronostic. On voit à quel point les campagnes comptent beaucoup désormais dans l'évolution des positionnements. Il faudrait aussi avoir une idée du profil des abstentionnistes parce que l'on peut penser qu'ils vont se déplacer davantage aux prochaines Législatives. Le RN va faire un score, ça c'est sûr mais dire qu'il va avoir la majorité, ça, je ne m'y risquerai pas. C'est une hypothèse mais il y en a d'autres. On l'a déjà vu dans l'Histoire, et c'est là que le Président dramatise, il peut y avoir une prise de conscience qui fasse basculer le balancier de l'autre côté. On ne peut pas le prévoir. D'autant plus que ça va dépendre de la capacité de la gauche à mettre en place une stratégie cohérente, par rapport à la dernière fois. Dans le peu de temps qu'il y a, cela reposera sur l'esprit de responsabilité des dirigeants politiques. Car, maintenant on va avoir un débat : est-ce que le Rassemblement national peut ou pas gouverner ce pays ?



Pour Olivier Rouquan, le choix est « très risqué politiquement ».

NICOLAS PARENT

Quel est le regard que vous portez sur les résultats de ces élections européennes dans les Pyrénées-Orientales ?

Il y a un effet à la fois enracinement, très progressif, institutionnalisation et en plus, une dynamique nationale favorable. Tout ceci cumulé fait que le RN progresse dans le département. On peut imaginer qu'au niveau local, il y a aura des conséquences. Avant la dissolution, on pouvait se dire que dans le cadre des municipales

certain élus des Pyrénées-Orientales allaient rallier le RN parce que les électeurs vont dans ce sens. C'est comme si l'échéance était avancée. Là, ils vont être obligés de se positionner plus tôt que prévu avec ces Législatives. Est-ce qu'ils veulent travailler avec le RN ou est-ce qu'ils s'opposent frontalement à cette idée ? Tout comme les électeurs, ils vont devoir clarifier leur position.

Pensez-vous que les quatre députées RN des Pyrénées-Orientales, qui repartent dans la course, pourraient toutes être reconduites ?

Au niveau du département, comme au national, ça va dépendre de la stratégie des responsables de gauche, de la droite classique et de Renaissance. Comment vont-ils se positionner par rapport à cette perspective qu'une majorité pourrait soutenir un gouvernement RN ? Vont-ils être capables de contrer la dynamique de l'extrême droite ? Il s'agira que ce soit bien clair et bien net dans le discours. Mais aussi qu'il y ait des alliances avant le premier tour ou déjà énoncées pour le second tour. Car c'est très risqué.

Laure Moysset